



15^{ème} Table Ronde Ministérielle

↓
« Éducation, transformation numérique et essor de la population jeune »

Dakar
Senegal
25 mai
2023

↓
Communiqué

↓
Organisé par



eLearning
Africa

↓
En collaboration avec



Sous le Haut patronage de S.E.M. Macky Sall,
Président de la République du Sénégal

↓
Sponsors & Partenaires

appliansys

FOCUS
EDUCATION
Limitless Learning

NEW
GLOBE

EdTech Hub
Clear evidence, better decisions, more learning.

Université
numérique

orange

www.elearning-africa.com



↓
Communiqué

La 15^e Table ronde ministérielle (TRM) eLearning Africa a eu lieu à Dakar (Sénégal), le 25 mai 2023. Y ont pris part des ministres et représentants de plus de 17 pays africains. Les exposés des ministres, des entreprises EdTech mondiales et des organisations à but non lucratif opérant en Afrique ont abordé des questions d'intérêt pour les gouvernements, les partenaires au développement, ainsi que les entreprises et les organisations EdTech. Il s'agit notamment d'intensifier l'éducation soutenue par les technologies afin de répondre aux exigences de l'Agenda 2063 en matière de population qualifiée et bien éduquée ; et de favoriser l'avènement de sociétés stables, éduquées et productives, qui s'engagent en faveur du développement durable à l'échelle mondiale.

L'édition 2023 de la TRM s'est tenue sur le thème « **Éducation, transformation numérique et essor de la population jeune** ». Les gouvernements africains et, en particulier, les ministres chargés du développement économique, des technologies et de l'éducation, se trouvent à un tournant historique, confrontés à des défis fondamentaux. Ces défis relèvent de trois principaux domaines, à savoir l'économie numérique, le système éducatif et la population de plus en plus jeune du continent. La capacité des gouvernements et des ministres à relever ces défis déterminera la vitesse et la durabilité de la « transformation » de l'Afrique : il s'agira d'investir en vue de mettre un terme à la pauvreté, aux maladies et aux conflits généralisés. Ces idéaux sont certes au cœur de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, mais de nombreux pays n'ont toujours pas élaboré de plans d'action clairs visant à concrétiser cette vision.

L'avenir des sociétés, de la réussite économique dans la 4^e révolution industrielle, et de la mise à contribution d'un grand nombre de jeunes éduqués et qualifiés passe par l'exploitation de possibilités numériques. Ainsi, comment les gouvernements peuvent-ils stimuler la croissance de l'économie numérique en Afrique, au sein des sous-régions et dans les pays ? Comment un secteur numérique en plein essor peut-il contribuer à transformer l'éducation et la formation, à élargir les opportunités, à améliorer l'employabilité et à favoriser la croissance économique ? Quels changements structurels, organisationnels et législatifs sont nécessaires ? Comment les gouvernements peuvent-ils instaurer un dialogue productif avec le secteur privé ? Quels services d'assistance et d'appui externes sont disponibles ? Quels sont les principaux exemples de bonnes pratiques à l'échelle mondiale ? Sur le reste du XXI^e siècle, l'Afrique fait partie des continents dont la population connaît un essor rapide. En matière d'éducation, le statu quo n'est plus une option. En raison de la demande grandissante en infrastructures éducatives, en personnel enseignant et en compétences du XXI^e siècle, l'éducation doit tirer de plus en plus parti de solutions numériques pour répondre à ces exigences.





L'Afrique fait face à d'énormes défis, mais qui présentent de fabuleuses opportunités à l'instar de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Si un avenir prospère est tributaire d'une population éduquée capable de faire tourner une économie impulsée par les technologies, ainsi que d'une jeune génération confiante, alors l'accès équitable à une éducation de qualité est une priorité clé de l'investissement national en vue du progrès économique et social. L'Afrique a besoin de tirer parti de son riche patrimoine et de ses savoirs autochtones, et d'user des possibilités qu'offrent les technologies pour développer les compétences d'avenir, et proposer une base solide pour le développement durable. Les technologies ne sont pas l'apanage d'une minorité : la capacité de les utiliser et les manipuler devient de plus en plus requise pour tout aspect de la vie et dans toutes sortes d'activités. L'éducation doit donc favoriser non seulement l'acquisition de savoirs d'aujourd'hui, mais aussi assurer la flexibilité de continuer l'apprentissage et le développement de compétences tout au long de la vie, car les technologies jouent de plus en plus un rôle central dans la vie de tous.

Rapport sur l'utilisation de TIC dans l'éducation et l'apprentissage à distance en périodes de crise, et investissements nécessaires à la transformation numérique des pays africains.

Albert Nsengiyumva, secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), grâce aux financements de la Banque islamique de développement (BID) et de la Banque africaine de développement (BAD), a publié ce rapport lors de la TRM. L'étude, qui porte sur 34 pays africains, aborde les questions telles que les infrastructures, la formation des enseignants et la formation continue des apprenants et des administrateurs.

La pandémie de COVID-19 a causé d'importantes interruptions dans l'éducation et les progrès en cours, et entraîné la fermeture d'établissements scolaires publics, parfois pendant une année entière. Les mesures d'atténuation ont été insuffisantes en termes de qualité, de continuité, d'inclusivité et d'équité. En autres objectifs, ce rapport visait à favoriser la mise au point dans l'éducation d'une orientation TIC, la fourniture d'appui à cet effet, et la mise en exergue des principaux défis à relever.

Principaux résultats du rapport :

- Les politiques nationales en matière de TIC dans l'éducation varient grandement d'un pays à l'autre.
- Dans la moitié des pays couverts par l'étude, moins de 50 % de la population a accès à l'électricité.
- Le taux de pénétration de la radio est bien plus élevé que celui de la télévision, mais les deux médias ont été utilisés pour promouvoir l'éducation pendant la pandémie.
- Le taux de pénétration de la téléphonie mobile ou de la large bande mobile est en hausse, mais la pénétration et l'accès aux appareils numériques sont toujours limités.
- Les infrastructures informatiques d'établissements scolaires varient considérablement et sont plus éparpillées en zones rurales.
- En raison du manque de pénétration de la téléphonie mobile ou de la large bande, l'accès et l'utilisation d'appareils sont particulièrement limités en zones rurales.
- Les compétences numériques du corps enseignant sont insuffisantes et l'accent doit être mis sur le développement de compétences des enseignants en matière de TIC au profit de l'éducation.





Ces résultats relèvent la nécessité d'accorder la priorité aux aspects ci-après :

- la mise en place d'un ensemble clair de politiques éducatives qui tiennent compte du caractère central et de l'importance d'intégrer les TIC à l'offre éducative ;
- la mise en place d'infrastructures de base des TIC (y compris l'électricité) dans l'éducation, en vue d'un accès universel et abordable ;
- le renforcement en urgence des capacités des enseignants de l'ensemble du système éducatif en matière d'utilisation des TIC dans l'éducation ;
- le développement de partenariats comme aspect clé du renforcement des capacités en matière de TIC dans le domaine de l'éducation : collaboration avec le secteur privé et les partenaires au développement ; l'établissement de partenariats sur la base de priorités nationales (ou régionales), et non pas des priorités du secteur privé ;
- le recours à l'apprentissage par les pairs : au sein et entre les ministères, et entre les pays. La prise en compte des approches réussies des autres.

Le Secrétaire exécutif de l'ADEA a fait observer que le *Groupe de travail de l'ADEA sur les TIC dans l'éducation* sera réactivé en 2023. Une conférence est prévue en 2024 pour faire suite à ce rapport. Trois ministres ont partagé les expériences de leurs pays respectifs en matière de développement des TIC dans l'éducation.

En **Gambie**, représenté par S.E. Claudiana A. Cole, ministre de l'Enseignement de base et secondaire, le plan 2016-2030 accusait un retard en 2020, et en 2021 un « *imprévu de taille (COVID)* » a entraîné des interruptions dans l'éducation. Le ministère a évoqué le fait de « *ramener l'école à domicile* », grâce à la télévision, à la radio et aux téléphones mobiles. Les troubles sociaux et les inondations ont causé d'autres difficultés. Ils ont accéléré les changements de politique portés par le slogan « *aucun enfant laissé pour compte* ». En Gambie, la plupart des ménages disposent d'une radio, mais très peu possèdent un téléviseur. La plupart des ménages ont au moins un téléphone portable. À l'issue de la pandémie de COVID, les enseignements tirés sont les suivants :

- Nous pouvons apprendre n'importe où, n'importe quand, et il faut en priorité renforcer les capacités des enseignants.
- Les TIC et l'éducation doivent être institutionnalisées et une nouvelle réforme politique liée aux technologies éducatives est nécessaire.
- L'éducation informelle basée sur les TIC continue de gagner du terrain, mais il est clair que la « deuxième chance » non formelle a un potentiel de croissance : l'éducation pour ceux ayant abandonné l'école, qui offre des possibilités d'acquérir des titres scolaires et autres qualifications appropriées. Cette opportunité d'éducation ouverte s'avère très populaire au sein de toute la population, et non pas seulement chez ceux ayant abandonné l'école.





L'**Afrique du Sud**, représenté par S.E. Dr Makgabo Reginah Mhaule, vice-ministre de l'éducation de base, compte 25 000 établissements scolaires, 450 000 enseignants et 13 millions d'apprenants. En zones rurales, la connectivité demeure un problème majeur, mais 90 % des établissements scolaires peuvent accéder à la télévision et à la radio. La plupart des ménages ont des téléphones mobiles. Pour le perfectionnement des enseignants, il est prévu une formation continue aux TIC dans l'éducation et les TIC sont désormais intégrées aux modules de formation initiale des enseignants. L'Afrique du Sud fait face à un nouveau défi, à savoir une crise liée à la fourniture régulière d'électricité. De nombreux établissements scolaires installent des panneaux solaires pour s'assurer de disposer d'une alimentation électrique stable.

Le **Rwanda**, représenté par S.E. Claudette Irere, ministre d'État chargée des TIC et de l'EFTP, se rapproche de l'accès universel à Internet, grâce à la connectivité par satellite « Starlink ». Le gouvernement s'emploie à mettre en place une économie numérique, faisant des jeunes (en général plus confiants) des ambassadeurs numériques. Le gouvernement promeut l'apprentissage citoyen afin d'accroître la demande de services. Le titre « International Computer Driving Licence » (ICDL) est obligatoire pour accéder aux formations universitaires. Dans les écoles normales, la formation s'inscrit en droite ligne de l'avenir numérique. Tous les formulaires de candidature aux écoles normales sont désormais électroniques ; cette mesure contribue à doter de compétences numériques les personnes désireuses d'intégrer le corps enseignant.

À l'issue de la pandémie de COVID, les politiques en matière de TIC dans l'éducation ont été révisées pour tenir compte des nouvelles réalités. Chaque établissement scolaire dispose désormais d'un système de planification de base de données directement visible par le ministère de l'Éducation, et qui fournit des informations « en direct » sur la planification et les progrès des élèves. Le gouvernement collabore avec des partenaires pour accroître les compétences, les technologies, etc. « **Nous avons découvert qu'avec des volumes accrus, les coûts sont moins élevés.** » Le ministère a également mis en place une coalition visant à fournir aux établissements scolaires un repas par jour à chaque élève. Le gouvernement envisage d'ici 2024 de doter tous les établissements scolaires et tous les ménages d'un accès à l'électricité. « *Nous accueillons favorablement les produits et mécanismes innovants en matière de TIC, car nous nous considérons comme un pays de "preuves de concept".* »

Au cours de la deuxième séance, un exposé a été présenté sur un projet à grande échelle au Rwanda. En partenariat avec New Globe, représenté par Clément Uwjeneza, directeur général, Rwanda EQUIP, qui se concentre à l'amélioration des acquis d'apprentissage. Ce projet porte sur 4 000 établissements scolaires, 43 000 enseignants et 1,4 million d'élèves. Le principal enseignement tiré de ce projet est que les technologies sont essentielles, mais pas suffisantes : l'accent doit être mis sur les acquis d'apprentissage. Le projet forme des enseignants et fournit des ressources destinées aux écoles et aux salles de classe. Le projet forme également les enseignants et les chefs d'établissement au suivi des données relatives aux élèves et à des méthodes similaires. Le chef d'établissement recueille des données sur les enseignants par le biais de l'observation en classe, et les enseignants peuvent réajuster les leçons pour mieux s'adapter à leurs classes. Après évaluation il apparaît que les apprenants gagnent plus de 18 mois de réalisations au cours d'une année scolaire.

Depuis le public, le **Zimbabwe** a relevé qu'un système éducatif intégrant la radio et la télévision serait mis en place d'ici à la fin de 2023, que le contenu était en cours d'élaboration et utilisé par les enseignants, et que le système servirait également à partager des informations. Le **Kenya** a énoncé une citation de Drucker, notant que la culture bat la stratégie à plate couture. Les appareils numériques n'enseignent pas, les gens, oui. Le **Mali** a encore besoin de politiques pour intégrer les TIC dans l'éducation, mais il existe une politique nationale de la jeunesse visant à faciliter l'accès à l'emploi et à la formation, notamment grâce aux technologies.





Innovations.

La deuxième session a examiné des exemples pratiques d'innovation numérique dans le domaine de l'éducation.

La session s'est ouverte sur un aperçu de la forte demande en matière d'éducation au cours des prochaines décennies et de la nécessité de concrétiser les objectifs de l'Agenda 2063. La numérisation peut pallier les contraintes financières, géographiques et de compétences. L'apprentissage à distance peut être flexible, inclusif et assurer l'équité, permettant d'alléger les contraintes sur les chiffres. L'Université Numérique du Sénégal est aujourd'hui la deuxième plus grande du pays.

L'exposé de Jacques Dang, l'Université Numérique (France), qui compte plus de 50 collaborateurs et propose plus de 50 000 cours, a fait écho à la valeur de la formation à distance pour répondre de manière rentable à la demande croissante. Le problème reste celui de l'accès, qui peut être résolu grâce à une architecture multiplateforme, alliant serveurs locaux et applications pour smartphones. L'expérience a montré la nécessité de soutenir les enseignants et de trouver l'association parfaite des technologies et de la pédagogie en fonction du contexte local. La disponibilité de supports dans une langue appropriée aux apprenants s'avère bénéfique pour une adoption rapide. Il a été évoqué des exemples et des collaborations avec le Brésil, le Gabon, la Tanzanie et l'Afrique de l'Ouest.

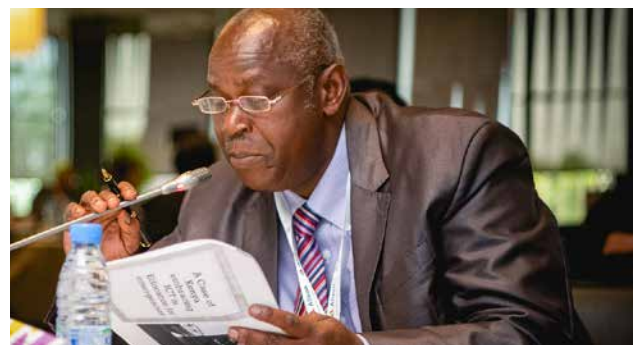
Focus Education œuvre dans divers pays d'Afrique, dans le développement de compétences et la formation des enseignants. Varda Berenstein, consultante principale chez Focus Education et Dr Eli Vinakur, Gordon Academic College of Education, Israël ont présenté des exemples de méthodologie de formation d'enseignants axée sur l'apprenant, qui consiste notamment à fournir aux enseignants des « études de cas » sur les problèmes liés à la classe et à les amener à trouver des solutions. Comme pour les élèves, la formation des enseignants ne devrait pas « *consister à remplir un récipient, mais plutôt à ouvrir des perspectives* ».

« **Éducation = intégration** (de différents types d'apprentissage) **x innovation** (différentes approches pédagogiques) »

L'exposé d'Asma Ennaifer a porté sur les centres numériques Orange, réseau mis sur pied dans 25 pays, soit 17 en Afrique et au Moyen-Orient et 8 en Europe. Ces centres, gratuits et ouverts à tous, visent à appuyer l'innovation technique et l'entrepreneuriat. Ils fournissent appui, formations et mentorat aux jeunes, aux femmes et aux chefs de projet innovants. Un centre numérique comprend une école de codage, un FabLab destiné à la fabrication numérique, un accélérateur de jeunes entreprises, ainsi que le fonds d'investissement d'Orange ciblant les jeunes pousses les plus talentueuses. Les centres numériques Orange fournissent des infrastructures physiques dans des villes, au sein d'universités et ailleurs. Ils sont équipés de matériel et de machines et collaborent avec des partenaires locaux et internationaux forts (ministères, ONG, partenaires de formation, partenaires d'emploi, etc.), 129 universités partenaires et des équipes de managers et d'experts engagés. Opérant en réseau, les centres numériques Orange favorisent l'échange d'expériences et d'expertises d'un pays à l'autre, créant ainsi des possibilités pour les jeunes entreprises ainsi que les jeunes d'Europe et d'Afrique.

La session finale a examiné des approches plus larges de l'innovation et de la transformation à l'aide du numérique.

Le premier exposé, fait par Trina Angelone de GlobalEd, a porté principalement sur l'éducation soutenue par les technologies et la formation des enseignants à grande échelle. Les technologies constituent des outils qui nous aident à réaliser la croissance et la durabilité. Il s'agit notamment de microqualifications et de titres empilables pour le personnel enseignant : perfectionnement continu des enseignants en exercice par de courtes formations adossées à une « micro-qualification » reconnue. Au fil du temps, les enseignants réunissent un large éventail de titres reconnus qui en font de meilleurs professionnels, plus susceptibles d'obtenir une promotion, de se spécialiser, etc.





Compte tenu des singularités, les *faits ont beau être accessibles à tous*, la méthodologie d'apprentissage doit être appropriée au contexte local. Tout programme d'études local doit aborder les éléments dont les apprenants ont besoin sur le plan personnel et professionnel, mais également les compétences nécessaires à l'apprentissage continu. Comment élaborer une série de parcours permettant de garantir différents acquis d'apprentissage ? Les partenariats collaboratifs doivent faire passer les besoins des éducateurs/utilisateurs avant ceux des prestataires. Il nous incombe dès aujourd'hui de répondre aux besoins de l'avenir.

L'exposé suivant, présenté par Verna Lalbeharie du EdTech Hub, a porté sur les données et les preuves de l'efficacité des interventions technologiques. Pour l'heure, les innovations techniques et le potentiel ne sont pas accessibles, en raison de lacunes dans les preuves d'efficacité et dans l'utilisation des recherches disponibles. « *Responsabiliser les gens en leur donnant les éléments probants dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées* ».

Le service d'assistance EdTech a reçu 157 demandes de conseils de donateurs mettant au point des programmes d'assistance technique. Fondés sur des données et des éléments probants, ces conseils ont touché environ 117 millions d'apprenants.

En définitive, cinq questions à l'attention des développeurs EdTech ont servi de trame pour penser un avenir fondé sur des preuves. Il s'agit de questions que les développeurs devraient se poser, et que les gouvernements ou d'autres clients devraient poser aux développeurs.

Questions relatives aux solutions EdTech

Ce recours aux technologies :

- aura-t-il un impact durable sur les acquis d'apprentissage ?
- sera-t-il efficace chez les enfants les plus marginalisés et permettra-t-il de renforcer l'équité ?
- sera-t-il réalisable à l'échelle de manière rentable, qui soit abordable en contexte ?
- sera-t-il efficace dans le contexte spécifique de la mise en œuvre ?
 - sera-t-il aligné aux priorités gouvernementales et contribuera-t-il au renforcement des systèmes éducatifs nationaux ?

EdTech Hub 2022

Le dernier exposé, fait par Roger Clark de l'ApplianSys, a porté spécifiquement sur la maximisation de la connectivité dans un contexte de faible bande passante. L'exposé s'est appuyé sur une étude de grande envergure menée pendant 20 ans dans plus de 160 pays, couvrant 130 millions de cours dispensés en classe par an. L'étude est diffusée aux écoles les plus difficiles à atteindre grâce à l'approche Partner2Connect (P2C) des Nations Unies. L'exposé a mis l'accent sur la « *bonne gestion* » de la connectivité disponible, plutôt que de rechercher uniquement une fourniture et une consommation de bande passante plus élevées. L'écart entre la connectivité des pays développés et celle des pays en développement se creuse. La connectivité sous-tend tous les aspects de l'éducation, de la conception des programmes à la gestion des établissements scolaires et du système, mais elle reste problématique. Il existe un clivage urbain/rural, des coûts de connectivité toujours en hausse et un faible retour sur investissement en bande passante, en raison de l'utilisation intrinsèquement inefficace de celle-ci par le processus d'enseignement et d'apprentissage. Toute exploitation significative de la connectivité doit combiner bande passante et (plus important encore) efficacité d'utilisation des ressources disponibles. Des projets pilotes ont démontré entre 60 et 95 % de gains d'efficacité grâce à l'utilisation efficace de la connectivité disponible. Il en résulte un accès 20 à 40 fois plus efficace. L'utilisation efficace de la bande passante tire parti de l'approche C.O.R.E. : Conserver, optimiser, recycler, étendre.

L'approche C.O.R.E. adoptée dans l'utilisation de la bande passante : Conserver, optimiser, recycler, étendre.

Conserver : n'utiliser Internet que pour les tâches hautement prioritaires. Stocker localement les objets d'apprentissage

Optimiser : rendre les objets d'apprentissage plus petits et plus faciles à transmettre

Recycler : éviter de télécharger le même contenu encore et encore.

Étendre : mettre la bande passante inutilisée à contribution en dehors des heures de cours.

Appliansys 2022

Grâce à une panoplie de ces stratégies, un projet pilote sénégalais a géré l'apprentissage numérique de toute une classe grâce à une connexion 4G de 3,5 Mbit/s. De même, le recours à toutes ces stratégies a permis à un projet pilote équatorien de réaliser de 97 à 98 % d'économies de bande passante et d'obtenir 40 Mbit/s d'un accès initial de 1 Mbit/s.



Recommandations générales à l'issue de la Table Ronde Ministérielle.

- intégrer les approches numériques aux politiques éducatives et à la dynamique de renouvellement des programmes d'études ;
- faire du numérique un élément clé permettant d'élargir l'accès à l'éducation et d'en améliorer la qualité à tous les niveaux ;
- repenser les approches liées à la connectivité ;
- recueillir des données probantes pour y fonder les décisions en matière de politiques, de connectivité et de programmes d'études ;
- envisager la durabilité dès les phases préliminaires ;
- repenser le rôle des qualifications, en particulier la mise à jour continue des titres d'enseignants ;
- accroître le contenu local et utiliser des exemples locaux ;
 - promouvoir les partenariats et la collaboration à l'échelle internationale avec des partenaires au développement, des entreprises et des gouvernements ; au niveau national, au sein et entre les ministères ; au niveau local, promouvoir les partenariats et la collaboration au sein et entre les établissements scolaires, ainsi qu'entre le gouvernement local, les entreprises et la communauté.





Séances de la Table ronde ministérielle, Jeudi 25 mai

Début : 10h30 Thé/café

11h00 - 13h00 **Séance d'ouverture :**
President : Albert Nsengiyumva, Le secrétaire exécutif, ADEA, Côte d'Ivoire

11h00 - 11h20 **Allocution de bienvenue et d'ouverture**
par S.E. le Professeur Moussa Balde, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sénégal

11h20 - 12h40 **Lancement de l'étude d'analyse situationnelle des TICE dans 34 pays africains**
Hon. Aurelie Ilimatou Adam Soule, Ministre du Numérique et de la Digitalisation, Benin
Hon. Claudette Irere, Ministre d'État chargé des TIC et de l'EFTP, Rwanda
Hon. Dr Makgabo Reginah Mhaule, vice-ministre de l'éducation de base, Afrique du Sud

12h40 -13h00 **Questions et débats**

13h00 - 14h15 Déjeuner

14h15 - 15h40 **Séance 2 : Le rôle de l'innovation numérique dans la transformation de l'éducation**
Présidente : Trina Angeloni, GlobalED, États-Unis

14h15-14h30 **Appel à l'action : Face à l'ampleur des changements requis, pour répondre aux besoins en matière d'accès et de compétences, il faut s'y mettre au cours des 20-30 prochaines années,**
Moubarack LO, maire de la commune de Niomre, directeur général du Bureau de prospective économique, Sénégal

14h30 - 14h45 **Perfectionnement des enseignants et numérisation,**
Dr Eli Vinokur, Gordon Academic College of Education & Focus Education
Varda Berenstein, Focus Education, Israël

14h45 - 15h00 **La transformation numérique de l'enseignement supérieur au service du développement économique et de l'inclusion : de la vision à la mise en œuvre,**
Jacques Dang, l'Université Numérique, France

15h00 -15h15 **Libérer le plein potentiel des technologies : approche holistique de la transformation de l'éducation,**
Clement Uwajeneza, directeur général Rwanda EQUIP et New Globe Education, Rwanda



- 15h15 - 15h30 Exemple de bonne pratique à l'échelle mondiale - Orange Digital Center : Développer les compétences pour les nouveaux métiers du numérique et stimuler l'entrepreneuriat des jeunes**
Asma Ennaifer, directrice de la RSE, de la communication et de l'Orange Digital Center chez Orange Afrique et Moyen-Orient
-
- 15h30 - 15h40 Questions-réponses et suggestions de l'auditoire.**
-
- 15h40 - 16h00 Pause thé/café
-
- 16h00- 17h15 Séance 3 : Renforcer l'accès, la qualité et la pertinence de l'éducation pour les nouvelles générations d'Africains : un besoin urgent.**
Président : S.E. Prof. Muhammadou M.O. Kah, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Gambie auprès de la Confédération suisse et représentant permanent auprès des organisations des Nations Unies à Genève, de l'OMC et d'autres organisations internationales en Suisse et professeur d'informatique et d'informatique et ancien vice-chancelier (recteur), Université de Gambie
-
- 16h00 - 16h15 Approches novatrices à l'éducation et à la formation à grande échelle assistées par les technologies. Repenser le sens de l'éducation, des qualifications et des micro-qualifications chez les jeunes**
Trina Angelone, GlobalEd, États-Unis
-
- 16h15 - 16h30 Mise en place d'un mouvement EdTech à fort impact et fondé sur des données probantes en Afrique : résultats tirés de la recherche et de la pratique**
Verna Lalbeharie, EdTech Hub, États-Unis
-
- 16h30 - 16h45 Approche africaine à la prise en charge de la connectivité à faible largeur de bande : cas de l'alliance multipartite Partner2Connect pilotée par les Nations Unies.**
Roger Clark, Appliansys, Royaume-Uni
-
- 16h45 – 17h15 Discussion générale avec le public et présentation de leurs approches aux problématiques et contraintes abordées.**
-
- 17h15 – 18h00 Séance de clôture :**
Président : S.E. Prof Muhammadou M.O. Kah,
Discussion sommaire des questions soulevées lors de la table ronde. Proposition de points d'action pour tous les participants aux trois sessions et clôture de la TRM.